



**Syndicat CGT des personnels
du Conseil départemental de la Drôme**

26 avenue du Président Herriot • 26000 VALENCE

04.75.79.26.92 • cgt@ladrome.fr

Le service public territorial, c'est un bien public

COMMUNIQUE

Valence, le 25 mars 2025

En vue du vote du budget du Conseil départemental, la majorité de la Présidente Marie-Pierre MOUTON a présenté des « projets » de coupes budgétaires qui vont dans le sens du délitement du service public de proximité et des solidarités humaines :

- Fermeture des 7 Centres de Santé Sexuelle gérés en direct par le Conseil départemental
- Baisse des subventions au Planning Familial et aux Centres de Santé Sexuelle de Hôpitaux
- Gestion des départs (retraite, mobilité, fin de contrat...) des agents du département par des arbitrages systématiques

Le tout sous couvert de devoir faire des économies, dans un contexte budgétaire national restreint et avec pour objectif de « se recentrer sur ses compétences essentielles et ses priorités ».

En 2025, alors que la diffusion du VIH est en hausse, alors que l'exposition des plus jeunes aux violences sexuelles et à la pornographie explose, alors que les violences conjugales augmentent et s'aggravent, la CGT CD26 est indignée que la santé sexuelle et affective des Drômoises et des Drômois ne soit pas une priorité pour la majorité départementale !

La CGT CD26 est indignée qu'à 3 semaines du vote du budget, la majorité considère que tout est déjà acté et qu'aucun argument ni aucune discussion ne la fera changer d'avis ! Où est la démocratie ?

Leurs décisions budgétaires détruisent le service public de proximité et prennent une autre ampleur lorsque l'on connaît les contours du projet du « CMS de demain » prochainement mis en œuvre, dont les mesures phares résident dans la parcellisation du travail social et dans une plate-forme téléphonique départementale qui éloignera les services des usagers !

La majorité entend prendre des responsabilités budgétaires, la CGT CD26 n'y voit que des choix politiques, rétrogrades et dogmatiques !

Réorganisation des Centres Médico-Sociaux, suppression des CSS, coupes de subventions au Planning familial et au CSS des hôpitaux, non-remplacement des agents partants, ces choix politiques auront de lourdes conséquences pour les Drômoises et les Drômois. C'est le service public qui leur est rendu qui est attaqué !

La CGT CD26 appelle donc les Drômoises et les Drômois à faire entendre à leurs conseillers Départementaux qu'ils ne les ont pas élus pour ça !

- ! En les interpellant directement via l'outil mis en place par le Collectif citoyen « Sauvons les Centres de Santé Sexuelle de la Drôme »
<https://agir.risefor.org/actions/action-group-detail/@https%3A//agir.risefor.org/actiongroups/1346/@>
- ! En signant la pétition initiée par le planning familial : <https://urls.fr/-aAHq2>
- ! En participant massivement au rassemblement organisé devant l'Hôtel du Département à Valence ce vendredi 28 mars à partir de 8h pour soutenir des services publics de qualité et de proximité